

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article3996>

# **Pays-Bas : des fonds de pension reconsidèrent investissements dans les armes**



- Défense - International -  
Date de mise en ligne : mercredi 21 mars 2007

---

**Spyworld Actu**

---

Le ministre néerlandais des Affaires sociales Piet Hein Donner s'est félicité mardi des promesses des deux plus importants fonds de pension néerlandais de limiter leurs investissements dans la production d'armes ou le travail des enfants.

"Le ministre a constaté qu'aussi bien ABP et PGGM ont réagi (aux accusations de la télévision néerlandaise, ndr) par des mesures comme la publication intégrale des entreprises dont ils possèdent du capital (...) il pense que c'est une bonne chose, car il ne lui semble pas souhaitable de réglementer l'éthique des investissements", a indiqué à sa porte-parole Bea Versteeg.

Dimanche, une émission de la télévision publique néerlandaise avait accusé ABP, PGGM et un troisième fonds de pension du secteur public et semi-public d'avoir investi pour 229 millions d'euros chez des fabricants de bombes à fragmentation.

Le plus important fonds de pensions néerlandais ABP, dont la valeur des actifs gérés à environ 200 milliards d'euros en fait le numéro deux mondial avec 2,4 millions de retraités, a réagi en annonçant qu'il publierait le 10 avril la liste des 4.000 entreprises cotées en Bourse dans lesquelles il détient une participation.

"Dans ses choix d'investissements, ABP respecte les lois et les traités internationaux (...) au sujet d'affaires qui ne sont pas interdites par la loi ou les traités mais qui sont jugées condamnables, comme les bombes à fragmentation, la direction va réfléchir", a réagi ABP dans un communiqué. Le numéro deux aux Pays-Bas PGGM (80 milliards d'euros d'actifs) a annoncé qu'il allait encore durcir ses critères d'investissement dans les fabricants d'armes et le travail des enfants. Depuis 1985, le fonds n'investit plus dans les entreprises dont le chiffre d'affaires provient pour plus de la moitié de l'industrie ou du commerce de l'armement.

"Avec cette politique, nous excluons beaucoup d'entreprises, mais pas toutes celles qui seraient, par exemple, impliquées dans la production de bombes à fragmentation et de mines anti-personnel", selon un communiqué du fonds.

*Post-scriptum :*

<http://fr.advfn.com/actualites/Pays...>